

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE DOCTRINE

ÉTAT CIVIL ET ÉLECTORAT DANS LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'INDE (VERS 1848, VERS 1884)	3
<i>Par Damien DESCHAMPS Maître de conférences à l'Université de la Réunion</i>	
LA PROPOSITION PATRONALE DE TRANSFORMATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DU SALARIÉ	33
<i>Par Serge FARNOCCHIA Maître de conférences à l'Université de la Réunion</i>	
INTERCOMMUNALITÉ ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	59
<i>Par Pierre FRESSOZ Maître de conférences à la Faculté de Droit de la Réunion</i>	
LES CONTRATS AYANT POUR OBJET LA CESSION DE DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	69
<i>Par Christian JUBAULT Professeur à l'Université de La Réunion</i>	
LA RÉFORME DE LA DURÉE DU MANDAT PRÉSIDENTIEL	79
<i>Par Fabrice LEMAIRE Université de la Réunion</i>	
LE DROIT INTERNATIONAL DE LA GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES	89
<i>Par Eric NAIM-GESBERT Maître de Conférences à l'Université de la Réunion</i>	
LES DROITS DES DÉTENUS DANS LES ÎLES DE L'OUEST DE L'OCÉAN INDIEN	105
<i>Par Agnès OLIVE Maître de conférences à l'Université de la Réunion</i>	
LE RÉAMÉNAGEMENT EN PROFONDEUR DE LA CARTE COMMUNALE À LA RÉUNION	139
<i>Par André ORAISON Professeur de droit public à l'Université de la Réunion</i>	
LES ZONES D'EXCEPTION FISCALE COMME INSTRUMENT DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	155
<i>Par Johary RAVALOSON Doctorant à l'Université de La Réunion</i>	
DU BON USAGE DES SOCIÉTÉS “OFFSHORE” MAURICIENNES PAR LES ENTREPRISES FRANÇAISES	171
<i>Par François de Senneville et Jérémie Jeausserand Avocats à la Cour Cabinet Deloitte et Touche Juridique et Fiscal, Paris</i>	

DEUXIEME PARTIE
COMMENTAIRES DE JURISPRUDENCE

Droit pénal – Droit de la presse – Diffamation – Article 32 de la loi du 29 juillet 1881 – Application (non) – Interprétation stricte de la loi pénale – Absence d’ethnie, de nation, de race et de religion corse – Concept de peuple

Saint-Denis, 11 mars 1999 – Philippe HERSANT c/ Ministère public 177

Laurent-Osman DINDAR A. T. E. R. Université de la Réunion

Droit des régimes matrimoniaux – Emprunt – Achat à tempérament – Engagement solidaire des époux – Nécessité d’un consentement des deux époux – article 1202 C. Civil – Atténuation – Caractère ménager de la dette – Article 220 C. Civil – Condition – Dépense non excessive

St Denis, 5 mars 1999 (2 arrêts) – Sté Crédit moderne OI SA c/ Mme Gylène PANURGE – M. Georges ROCHETAING c/ Sté C2C SA
Crédit consommation groupe CAMIF 189

Isabelle TROUCHE-DOERFLINGER Maître de conférences à l’Université de la Réunion

Vente de fonds de commerce – Garantie du vendeur – Distinction entre vice caché et défaut de conformité

Saint – Denis, 6 avril 1999 LEBON c/ GRONDIN et CALTEX OIL
REUNION 199

Serge Farnocchia Maître de conférences à l’Université de la Réunion

Droit commercial – Lettre de change – Mentions obligatoires – Absence – Défaut de timbre fiscal – Effet- Absence de valeur cambiaire – Acceptation du tiré – Présomption irréfutable de l’existence de la provision – Engagement du tiré de payer une somme déterminée

Saint-Denis, 5 octobre 1999, Mariano Raymond CEUS c/ Francis
GUILLAUME..... 205

Isabelle RIVIERE Chargée de travaux dirigés à l’Université de la Réunion

TROISIEME PARTIE
SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

DROIT PUBLIC

Fonctionnement de l'assemblée départementale – Commission permanente – Inscription à l'ordre du jour – Information des élus – Collectivités territoriales – Droit des élus – Ordre du jour

Tribunal administratif de Saint Denis de la Réunion, jugement du 5 novembre 1997, M. Nicolas Moutoussamy et autres c/ Conseil général du Département de la Réunion..... 213

Collectivités Territoriales – Communes – Lieu de réunion des séances du conseil municipal en dehors de la mairie du chef lieu – Réunion des séances du Conseil Municipal – Droit des élus et des administrés – Fonctionnement des conseils municipaux

Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion, Jugement du 3 décembre 1997, M. Minet J. c/ Commune du Tampon..... 214

Inéligibilité au conseil municipal – Appréciation de l'inéligibilité au moment où un candidat non élu a été appelé à remplacer, dans l'ordre du tableau, un conseiller municipal démissionnaire – Compétence du maire pour constater l'inéligibilité – Conseil municipal – Tableau – Transmission – Eligibilité

Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion, jugement du 7 mai 1998, Préfet de la Réunion c/ M. Willy BOYER..... 216

Comptes de campagne – Dispositions relatives au remboursement des dépenses électorales des candidats – Dépenses du candidat rejetées par la commission nationale des comptes de campagne – compétence du Préfet non lié par cette décision – Remboursement des dépenses électorales – Vérification des dépenses.

Saint-Denis de la Réunion, jugement du 3 juin 1998, M. PIHOUEE c/ Préfet de la Réunion..... 218

Santé publique – Protection sanitaire de la famille et de l'enfance – Protection maternelle et infantile – Organisation administrative – Art. L. 148 et L. 150 du Code de la Santé Publique – Déconcentration des services départementaux – Spécificité du service départemental de protection maternelle et infantile

Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion, jugement du 4 novembre 1998, M. STICHELBOU et autres c/ Conseil général de la Réunion..... 219

Commune – Délibération contraire à la loi – Absence d'intérêt communal – Mission des conseillers municipaux – articles L. 1212-3, du C.G.C.T. – Prise en charge par la commune du déplacement des conseillers municipaux

Tribunal administratif de Saint-Denis, jugement du 9 juin 1999, Préfet Réunion c/ Commune de Sainte Marie. 220

Laurent – Osman DINDAR ATER à l'Université de la Réunion

DROIT PRIVÉ

Droit civil – Droit de la famille – Mariage – Nullité – Bigamie – Articles 147 et 260, C. civ. – Divorce – Jugement définitif passé en force de chose jugée – Effets du divorce – Point de départ – Voie de recours – Acquiescement

St Denis, 26 février 1999 – Mme SOUTON c/ M. SEVAI 223

Élise RALSER Maître de conférences à l'université de la Réunion

Droit des régimes matrimoniaux – Communauté – Divorce – Occupation par un époux d'un immeuble commun – Indemnité d'occupation – Art. 815-9 C. Civ. – Point de départ – Date d'assignation en divorce – Art. 262-1 C. Civ. – Prescription quinquennale – Art. 815-10 al. 2 C. Civ.

St Denis, 3 septembre 1999 – M. Paul Lucien BEGUE c/ Mme Vivienne Rose May PRUD'HOMME 226

Isabelle TROUCHE-DOERFLINGER Maître de conférences à l'Université de la Réunion

Responsabilité civile – Accident de la circulation – Loi du 5 juillet 1985 – Application (non) – Art. 1384 al. 1er C. civ. – Faute du conducteur / victime diminuant son droit à réparation

Compétence juridictionnelle – Ordre administratif ou ordre judiciaire – Accident de la circulation – Conducteur victime d'un ouvrage public – Incompétence du juge judiciaire

St Denis, 5 mars 1999 – CHERUBIN c/ Commune de St André 230

Hervé ISAR Professeur à l'Université de la Réunion, Serge FARNOCCHIA Maître de conférences à l'Université de la Réunion et Bertrand DAROLLE Président de chambre à la Cour d'appel de St Denis

Droit des obligations contractuelles – Formation du contrat – Vice du consentement – Dol – Art. 1116 C. civ. – Vente d’un véhicule d’occasion – Différence entre le kilométrage réel et le kilométrage affiché au compteur – Conséquences – Nullité de la vente (oui) – Dommages – intérêts (oui)

St Denis, 28 octobre 1998 – MOOLAND c/ DUBARD..... 235

Serge FARNOCCHIA Maître de conférences à l’Université de la Réunion

Responsabilité civile – Art. 1384 C. civ. – Appréciation de la notion de gardien – Distinction entre la garde de la structure et la garde du comportement

Droit maritime – Responsabilité de l’entrepreneur de manutention – Loi du 18 juin 1966 – Exclusion de responsabilité – Vice propre de la marchandise stockée

St Denis, 5 octobre 1999 – PROVICO c/ URCOOPA, CCIR et autres..... 239

Serge FARNOCCHIA Maître de conférences à l’Université de la Réunion

Droit des sûretés – Cautionnement – Régime – Application du droit de la consommation (non) – Crédit bail mobilier conclu dans le cadre d’une activité professionnelle (1^{er} arrêt)

Droit des sûretés – Cautionnement – Preuve – Art. 2015 et 1326 C. civ. – Appréciation de la mention manuscrite – Art. 1323 C. civ. – Dénégation d’écritures non contestée par le créancier (les 2 arrêts)

St Denis, 5 mars 1999 – TOBIE c/ Société SAVA (1^{er} arrêt)..... 242

St Denis, 5 mars 1999 – SA Crédit Moderne c/ SOUPRAYENMESTRY (2^{ème} arrêt)..... 242

Serge FARNOCCHIA Maître de conférences à l’Université de la Réunion

Droit des sûretés – Cautionnement – Extinction – Art. 2037 C. civ. – Nantissement de fonds de commerce non inscrit dans les délais prévus par la loi par le créancier – Caution privée du bénéfice de subrogation – Sanction du créancier

St Denis, 15 juin 1999 – C.R.C.A.M. c/ M. Moreau 245

Serge FARNOCCHIA Maître de conférences à l’Université de la Réunion

Droit commercial – Preuve – Article 109 C. com. (anc.) – Liberté des moyens de preuve

St Denis, 17 août 1999 - Société industrielle de préfabrication (S.I.P.) c/ SARL Réunion Inter Services..... 246

Élise RALSER Maître de conférences à l’Université de la Réunion

Droit commercial – Procédures collectives- Ouverture de la procédure- Conditions – Cessation d’activité de commerçant – Absence de radiation du Registre du Commerce – Ouverture de la procédure dans le délai d’un an (oui)

Saint Denis, 2 mars 1999- Monique BOUTEVIN c/ Jean Daniel
DIJOUX..... 249

Isabelle RIVIERE Chargée de travaux dirigés à l’Université de la Réunion

Droit commercial – Procédures collectives – Créanciers de l’article 40 – Trésor Public – Cessation d’activité de commerçant – Avis à tiers détenteur – Notification au liquidateur ou au commissaire à l’exécution du plan – Irrecevabilité pour les sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations

SAINT-DENIS, 5 mars 1999 – Receveur principal des impôts c/
Maître H. BADAT. (3 arrêts)..... 251

Isabelle RIVIERE Chargée de travaux dirigés à l’Université de la Réunion

Droit commercial – Procédures collectives – Responsabilité et sanctions des dirigeants de fait – Extension de la procédure collective – Confusion des patrimoines – Conditions – Mise en redressement judiciaire de la personne morale (non)

Saint Denis, 23 avril 1999 – René Gabriel MICAUD c/ STE RISS
SUD- Ste RISS SAINT LOUIS- STE RISS TAMPON- SARL
EVASION REUNION- Maître H. BADAT- Me R. VILANOU..... 255

Isabelle RIVIERE Chargée de travaux dirigés à l’Université de la Réunion

Droit du travail – Contrat de travail international – Loi applicable – Employeur de nationalité mauricienne – Salarié français domicilié en France – Contrat de travail exécuté à l’île Maurice

Droit du travail – Contrat de travail à durée indéterminée – Rupture – Licenciement – Cause réelle et sérieuse (non) – Appréciation – Caractère abusif du licenciement (oui) – Appréciation

St Denis, 7 juillet 1998 – Compagnie Mauricienne d’Hypermarchés c/
El Maliki 257

Serge FARNOCCHIA Maître de conférences à l’Université de la Réunion

Droit du travail – Contrat de travail – Rupture – Licenciement – Lettre de licenciement – Enoncé des motifs du licenciement – Absence – Conséquences – Licenciement sans cause réelle et sérieuse

St Denis, 23 novembre 1999 – NAZARALY c/ SARL DISCORAMA
(licenciement pour faute)..... 264

St Denis, 23 novembre 1999 – BAPTISTE c/ SA LOCAMAC
(licenciement pour motif économique)..... 264

Serge FARNOCCHIA Maître de conférences à l'Université de la Réunion

**Droit du travail – Contrat de travail – Rupture – Licenciement pour cause
personnelle – Cause réelle et sérieuse – Preuve non rapportée – Conséquences –
Salarié employé dans une entreprise occupant moins de onze salariés – Cumul
de la sanction pour procédure irrégulière et de celle pour licenciement sans
cause réelle et sérieuse**

St Denis, 24 octobre 2000 – Mahavande c/ Padavatan..... 269

Serge FARNOCCHIA Maître de conférences à l'Université de la Réunion